

Un mois après l'écrasement de la Commune (18 mars-28 mai 1871), que faire ?

Gino Schlanser

Dans un discours prononcé à Bordeaux le 30 juin 1871 devant des députés républicains, Gambetta développe un projet politique offensif et déterminé pour rester au pouvoir et « reprendre en mains » la société.

1- Rappel du projet de la Commune : « *C'est la fin du vieux monde* »

Dans une déclaration officielle du 19 avril, la Commune dévoile ses objectifs au public par affiches. De cette longue déclaration nous en extrayons ce bref extrait :

« La révolution communale commencée par l'initiative populaire du 18 mars, inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique. C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, auxquels le prolétariat doit son servage, la Patrie ses malheurs et ses désordres ».

La Commune repousse l'utopisme qui a marqué la première partie du 19^{ème} siècle et se veut ancrée dans la réalité qu'elle souhaite remodeler.

Pour cela, elle récuse les diverses élites qui encadrent et dirigent la société et le pays. Ces élites n'ayant jamais répondu à leurs demandes d'amélioration de leur sort (au contraire), elles ont donc perdu toute crédibilité aux yeux des communards.

L'Eglise a toujours été du côté du pouvoir ; les républicains modérés ont massacré la population en 1848 et viennent de supprimer le moratoire sur les loyers et sur les effets de commerce, plongeant une partie importante de la population parisienne dans la misère ; les généraux ont failli dans la guerre contre la Prusse par incompetence ; la Chambre des députés nouvellement élue pour signer la paix est monarchiste et met en péril une République récente (4 septembre 1870) mais toujours officieuse ; les tenants de la vie économique ne se préoccupent guère de la situation de la partie ouvrière de la société .

Le divorce est total entre dominants et dominés.

Pour les communards, la seule solution pour améliorer leur état est de prendre le pouvoir dans une cité où depuis 1789 souffle l'esprit révolutionnaire : il faut faire aboutir la Révolution populaire dans le sens d'une République démocratique et sociale par la démocratie directe et l'insurrection.

Le gouvernement ayant quitté Paris pour Versailles, la situation s'apparente à une vacance du pouvoir et Paris n'est plus la capitale ; le pouvoir est apparemment à prendre.

2- Le discours de Gambetta : « *il faut achever la Révolution* ».

Gambetta exprime ainsi l'objectif essentiel de ce qui attend le parti Républicain : installer définitivement une République démocratique, ou comment obtenir une paix sociale ne remettant pas en cause l'ordre social ? que changer pour que l'essentiel ne change pas ?

Il faut en finir enfin avec le conflit République démocratique/ République démocratique et sociale.

L'écrasement de la Commune grâce à l'armée (plus efficace à l'Intérieur que contre la Prusse) permet d'écartier le risque d'un bouleversement de l'ordre social, mais il faut préparer l'avenir pour éviter une nouvelle Commune : plutôt maintenir l'ordre social que prolonger une guerre extérieure face à un ennemi plus motivé et compétent. Le discours va donner le mode d'emploi pour cette préparation de l'avenir.

Gambetta rassure les députés : « *le pouvoir au plus sage et au plus digne* » ... « *Aux plus sages ! Aux plus dignes ! Parfaitement !* »

Certes il y a le suffrage universel (masculin), mais tous les électeurs ne doivent pas devenir des élus. C'est une démocratie représentative aux mains de certains et surtout pas une démocratie directe comme voulu par la Commune.

Gambetta ne donne pas les critères permettant de déterminer qui sont les « plus sages » et les « plus dignes ». Il y a ici le souvenir du suffrage censitaire de la Restauration qui donnait le pouvoir aux plus riches (définis par le montant des impôts fonciers) et aux « capacités » définies par Guizot (ceux qui n'ont pas la richesse mais ont un prestige social de par leur fonction et leurs études, ce qui est censé les rapprocher idéologiquement des possédants) : on est passé ainsi de 90000 à 260000 personnes en 38 ans (de 1815 à 1848 !) pour diriger un pays de près de 30 millions d'habitants.

Gambetta veut préserver le suffrage universel mais réserver le pouvoir à certains, mais qui ? et qui écartier ? On devine que les sages et les dignes sont les tenants de l'ordre social si bien défendu par l'armée, mais comment éloigner du pouvoir les moins sages et les moins dignes, donc ceux qui pourraient porter atteinte à l'ordre social ?

Gambetta préconise des solutions pour y parvenir.

Tout d'abord il est nécessaire de rendre le parti républicain attractif et opérationnel en lui donnant « *un programme net, précis, ennemi des utopies, ennemi des chimères* » car il s'agit de « *faire disparaître le mal, cause de tous les maux* » : *l'ignorance, d'où sortent alternativement le despotisme et la démagogie* » « *L'éducation de tous* » est un impératif.

Gambetta cherche à dépolitiser la Commune car les Communards, réputés pour la plupart incultes, n'avaient pas les ressources culturelles et intellectuelles pour avoir une réflexion politique argumentée sur la situation du pays : ils ont été égarés par des meneurs venus de l'étranger. Il importe donc de les intégrer à la nation par le savoir.

« Il faut se retourner vers les ignorants et les déshérités, et faire du suffrage universel, qui est la force par le nombre, le pouvoir éclairé par la raison. Il faut achever la Révolution »

En dévalorisant les Communards, Gambetta les discrédite sur le plan politique et rabat la Commune sur une simple insurrection d'envieux, voire de barbares des faubourgs.

Il y a également les paysans (qui ont voté pour une chambre de députés royalistes favorables à la paix) :

« Les paysans sont intellectuellement en arrière de quelques siècles sur la partie éclairée du pays »

« C'est donc aux paysans qu'il faut s'adresser sans relâche, c'est eux qu'il faut relever et instruire ».

Gambetta sait que la démocratie et le suffrage universel donnent la force au nombre : il est urgent de se rapprocher de la paysannerie qui peut faire ou défaire les majorités.

L'objectif politique préconisé est simple :

« Nous n'avons qu'une tâche, instruire le peuple, répandre l'éducation et la science à flots, ce jour, une grande étape sera marquée vers notre régénération »

Le suffrage universel et l'éducation seront le socle de la République.

Certes il est nécessaire d'instruire le peuple, mais *« il faut que notre action soit double, qu'elle porte sur le développement de l'esprit et du corps »*

« Il faut pousser de front ces deux éducations, car autrement vous ferez une œuvre de lettrés, vous ne ferez pas une œuvre de patriotes ».

Il y a là un projet de formation de citoyens-soldats, projet à mettre en chantier rapidement :

« S'il faut dix ans, s'il faut vingt ans, il faudra mettre les dix années, les vingt années, mais il faut commencer tout de suite ».

Former un citoyen-soldat pour la Revanche : ce qu'une guerre a perdu, une autre peut le reprendre.

La première partie du dix-neuvième siècle est celle de la culture d'insurrection, la seconde sera celle de la culture de guerre. La Commune marque le passage d'une culture de la violence à une autre.

« (Qu') il soit bien entendu que lorsqu'en France un citoyen est né, il naît un soldat ».

Jules Ferry instaurera les bataillons scolaires en 1884 : le faible enthousiasme à les créer fera abandonner cette idée rapidement, néanmoins reste l'idée de la « militarisation » de la formation de la jeunesse pour assurer la Revanche.

« Toutes nos crises sociales viennent de l'ignorance »

Telle est l'analyse que fait Gambetta de la situation : une guerre extérieure perdue suivie d'un conflit social intérieur majeur.

Mais aucune analyse politique du besoin d'émancipation exprimé par les Communards ni de reconnaissance de leur patriotisme et de leur souhait de participer, pour de bon, à l'évolution de la société : Gambetta nie leur pouvoir de citoyens responsables comme acteurs politiques de leur pays.

Être supposés incultes en ferait des citoyens mineurs ? Les Communards étaient également en recherche de reconnaissance de leur dignité : dignité refusée par les républicains modérés car, en arrière-plan, il y a la remise en cause de l'ordre social.

Par l'éducation, Gambetta espère réaliser un rassemblement du peuple qui devrait se concrétiser par la reprise de ce que la guerre de 1870 a fait perdre.

« Il s'agit de refaire le sang, les os, la moëlle de la France. Il faut tout donner, le temps et l'argent, à cet intérêt suprême ».

« En conséquence, nous aurions résolu, par-là, le plus vital de tous les problèmes, que je résume ainsi : égaliser les classes, dissiper le prétendu antagonisme entre les villes et les campagnes, supprimer le parasitisme, et, par la diffusion de la science pour tous, rendre au pays sa vigueur morale et politique.

Et ainsi vous mettriez à une double caisse d'assurances : l'une, contre les risques de droit commun, par l'élévation du niveau de moralité ; l'autre contre les risques de révolution, en donnant satisfaction et sécurité aux droits acquis des uns, aux aspirations légitimes des autres.

Tel est le programme à la fois radical et conservateur que la République seule peut accomplir. »